

nommer un comité pour voir s'il peut être possible d'arrêter un plan pour faire face à cet embarras. Je ne sais pas exactement ce que peut être le bill que l'honorable député proposera, mais je sais qu'il doit y avoir assez d'intelligence et de prudence dans cette Chambre pour trouver un système grâce auquel le cultivateur, qui possède les meilleures garanties du pays, puisse obtenir de l'argent à un taux d'intérêt aussi avantageux que n'importe quel homme d'affaires. Je sais que l'on a refusé ces facilités à des cultivateurs, et il est souvent arrivé à ma connaissance que ces hommes, ne pouvant négocier leurs billets dans les banques, ont été obligés d'aller ailleurs, peut-être dans des institutions usurières comme on les appelle, et de payer des intérêts élevés parce qu'ils ne pouvaient effectuer leurs emprunts directs pour de longues périodes comme cela leur était nécessaire. Mon sentiment est bien arrêté sur cette question, parce que, bien qu'il puisse être impossible d'imaginer un plan pendant que nous discutons la résolution de cette manière, si elle était renvoyée à un comité spécial je crois qu'il pourrait nous recommander un système par lequel ces espèces de garanties pourraient être offertes et mises en circulation par le gouvernement, qui les placerait dans les mains d'administrateurs de confiance, lesquels accepteraient des garanties collatérales pour les prêts et trouveraient par là un soulagement à la population agricole. J'appréhende l'embarras dans lequel le ministre des finances va se trouver pour pourvoir à ce mode de circulation. Je sais les difficultés que lui cause le papier-monnaie ayant cours dans le moment, mais je dis ici, sincèrement et sans arrière-pensée, qu'il est dans l'intérêt du pays aujourd'hui—que ce soit dans l'intérêt des banques constituées en corporation ou non—que tout le papier-monnaie du pays soit graduellement et sûrement retiré et remplacé par des billets du gouvernement.

Les grands avantages et les chances qui sont offerts aux banques leur permettent de faire circuler leur papier jusqu'au montant de \$31,35,000 et d'accumuler les billets du gouvernement qui viennent dans leurs mains et de venir demander des paiements en espèces au ministre des finances tous les jours de la semaine. Cela ira en augmentant jusqu'à ce que le gouvernement retire aux banques le privilège de mettre en circulation leur propre papier. J'ai déjà signalé cela et je le signale encore, parce que je crois que c'est le seul moyen de faire face à la difficulté et d'éviter les inconvénients et les pertes qui résultent de la circulation et de l'usage de différentes espèces de papier-monnaie. Nous devrions avoir un seul papier, un papier reconnu et endossé par le gouvernement.

À cette phase de la procédure, je ne veux pas prendre le temps de la Chambre, mais j'espère que la proposition sera accueillie avec justice et quelle sera dûment considérée par les honorables députés. Elle ne contient pas un mot qui ne devra rencontrer l'approbation de la Chambre, et je crois que ce qu'il convient de faire, pour rencontrer les besoins des cultivateurs et du peuple en général, c'est de renvoyer la question à un comité où elle recevra une juste et digne attention. Si ce bill est présenté, naturellement, je suis prêt à appuyer si les dispositions qu'il renferme sont telles qu'elles lui garantissent l'impartiale considération de la Chambre en général; mais d'ici à ce que j'aie eu le privilège de lire le bill, je ne désire pas aller plus loin.

M. ORTON : J'ai été un peu surpris de la manière dont mon honorable ami de Wellington-Nord (M. McMullen) a fait allusion à moi. Il n'a certainement pas manifesté cet esprit de bienveillance qu'on attend d'un compatriote. Il a dit que mon seul but en proposant ce bill était de gagner de la popularité parmi mes commettants. Il doit voir, à tout événement, que ce que j'ai fait est un pas dans la bonne direction et un effort populaire; et si j'y trouve le moyen d'a-surer mon élection comme partisan de mon très honorable ami le Premier Ministre, au prochain appel au peuple, je n'en serai que plus fier, parce que la meilleure chose qui

M. HESSON

puisse arriver à ce pays c'est le maintien du très honorable député au pouvoir.

Je n'attribuerai pas de motif à l'honorable député (M. McMullen), bien que je pense, peut-être, être cru si je déclare que lorsque j'ai dit que les cultivateurs de ce pays avaient déjà de trop grandes facilités d'emprunter de l'argent, il pouvait avoir en vue quelques-uns des emprunts négociés dans le comté de Wellington. J'en crois ce qu'il dit et je ne ferai pas pareille affirmation. Je crois qu'il ne désire guère voir les cultivateurs se procurer de l'argent au taux de cinq pour cent, et je suis certain que lorsqu'il retournera chez lui—et après s'être prononcé si éloquemment—il prêtera à tous les cultivateurs du voisinage tout l'argent dont ils ont besoin à raison d'un intérêt de cinq pour cent. Il ne désire pas ardemment que les classes ouvrières de ce pays reçoivent une rémunération convenable pour leur travail, et il propose de réduire l'intérêt que rapportent leurs épargnes.

Il ne paraît pas aussi vivement désirer de voir réduire l'intérêt exigé par les capitalistes; mais quand des gens ont travaillé très fort et sont parvenus à épargner les quelques dollars qu'ils confient aux banques d'épargnes de notre pays, il doit insister auprès du gouvernement pour qu'il réduise le minime taux d'intérêt qu'il exige. Je regrette que pareille représentation vienne de quelqu'un du comté que je représente, lequel, je le crois, est peuplé par des personnes généreuses qui aimeraient à voir prospérer toutes les classes.

M. CASEY : Je crois qu'il serait tout à fait hors de propos, ainsi que l'a fait observer l'honorable député de Perth-Nord (M. Hesson), de discuter le mérite de ce bill tant que nous ne saurons pas en quoi il consiste. Si je comprends bien la chose, la seule proposition qu'on nous demande d'approuver, c'est qu'il est urgent de déposer un projet de loi qui ait rapport à cette affaire, et l'honorable monsieur qui fait cette proposition l'appuie du fait que les cultivateurs travaillent fort, sont dans la gêne et ont besoin d'avoir de plus grandes facilités pour négocier leurs affaires de banque. Je n'ai peut-être pas de la condition dans laquelle se trouve la classe agricole une aussi piètre opinion que celle que semble avoir l'honorable député, mais je crois que venant de la part du père de la politique protectionniste, cela constitue un fort avoué au sujet de la situation des cultivateurs; que c'est admettre que cette politique a si peu favorisé la classe agricole qu'il lui faut s'adresser à la Chambre et demander au gouvernement de lui prêter de l'argent au moins aux taux ordinaires, car telle est, M. l'Orateur, la partie de ce bill, si j'en comprends bien la signification.

Je ne pense pas que le pays soit dans une si mauvaise condition financière que l'intérêt soit devenu si élevé qu'il faille que le gouvernement devienne prêteur d'argent. Mais peut-être l'honorable député pourra, lorsque nous nous formerons un comité général, nous démontrer que le pays est dans un état aussi déplorable. Cependant l'honorable député de Wellington-Nord (M. McMullen) a paru faire une légère insinuation au sujet des motifs qui animent l'honorable promoteur de ce bill, et contre laquelle je crois de mon devoir de le défendre. Il semble croire que c'est l'intention de l'honorable député de se rendre auprès de ses commettants couvert de la gloire cueillie par la présentation de ce bill. Il semble avoir perdu depuis quelque temps l'habitude de se rendre auprès de ses électeurs. Il pourrait retourner aux Montagnes Rocheuses en sa qualité de médecin du chemin de fer du Pacifique canadien couvert de la gloire que va lui rapporter cette mesure. Mais ce n'est pas à présent qu'il va aller dans ce but auprès de ces constituants. J'espère que l'honorable député ne juge pas de la situation des cultivateurs de Wellington, ni de leurs besoins, par ce qu'il a vu pendant le séjour qu'il a fait au Nord-Ouest, et j'espère que lorsqu'il rendra visite à ceux qui l'ont fait leur représentant il trouvera qu'ils sont dans une meilleure condition qu'il ne l'imagine.